



NOTE DE SYNTHÈSE

CONSEIL MUNICIPAL DU 16 DECEMBRE 2020

**MESDAMES ET MESSIEURS
LES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL**

Seloncourt, le 07 décembre 2020

- **ASSEMBLEE DELIBERANTE**

1/ Approbation du procès-verbal du Conseil Municipal du 27 octobre 2020

Conformément aux règles de transmission des actes réglementaires, il est proposé au Conseil Municipal d'approuver le procès-verbal du Conseil Municipal du 27 octobre 2020 joint au projet de délibération.

2/ Changement d'adresse du siège social du Syndicat Intercommunal pour l'Amélioration des Chemins de la Vallée d'Hérimoncourt

Le conseil du Syndicat Intercommunal pour l'Amélioration des Chemins de la Vallée d'Hérimoncourt réuni le 5 novembre 2020 a délibéré à l'unanimité pour le transfert du siège social du Syndicat Intercommunal pour l'Amélioration des Chemins de la Vallée d'Hérimoncourt (S.I.A.C.V.H.) au 82 rue de Glay à Hérimoncourt.

Les collectivités adhérentes doivent se prononcer par délibération sur la décision du Conseil syndical.

3/ Modifications du périmètre du syndicat intercommunal de l'union :

-Retrait de la commune d'Ornans

-Adhésion de la commune de Grandvillars

La commune de Seloncourt est adhérente au Syndicat Intercommunal de l'Union, actionnaire principal de la société immobilière d'économie Mixte Idéha.

A ce titre, elle est représentée au Syndicat Intercommunal de l'Union par 2 délégués, désignés par le Conseil Municipal.

Il convient d'acter le retrait de la commune d'Ornans et l'adhésion de la commune de Grandvillars au Syndicat Intercommunal de l'Union.

- **FINANCES**

4/ Prise en charge des dépenses d'investissement avant le vote du budget primitif 2021

Préalablement au vote du budget primitif 2021, la Commune ne peut engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement que dans la limite des restes à réaliser de l'exercice 2020.

Afin de faciliter les dépenses d'investissement jusqu'à l'adoption du budget primitif 2021, et de pouvoir faire face à une dépense d'investissement imprévue et urgente, le Conseil Municipal, en vertu de l'article L1612-1 du Code général des collectivités territoriales, peut autoriser le Maire à mandater les dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits inscrits au budget de 2020.

La Commission Finances, réunie le 02 décembre 2020, a émis un avis favorable.

5/ Tarifs 2021

Afin de mettre à jour les tarifs de l'ensemble des services communaux, il est proposé d'approuver le tableau joint au projet de délibération.

L'actualisation se fait en deux sessions : une en décembre et une en juin.

Pas d'actualisation pour le multi-accueil et périscolaire : alignement sur l'année scolaire, elle se fera donc en juin. (cf. tableaux joints)

La Commission Finances, réunie le 02 décembre 2020, a émis un avis favorable.

6/ Décision modificative n°1 – Transfert de crédits

Conformément à la législation en vigueur, les prévisions budgétaires inscrites au budget primitif et budget supplémentaire de l'année peuvent être modifiées au cours de l'exercice par l'assemblée délibérante.

Il convient de procéder au des crédits en investissement recettes pour ajuster l'équilibre des opérations d'ordre budgétaire.

⇒ Chapitre 040 article 2111 vers chapitre 21 article 2111 pour un montant de 46 000 €.

La Commission Finances, réunie le 02 décembre 2020, a émis un avis favorable.

7/ Subvention à l'Harmonie d'Audincourt

Dans le cadre du développement des activités culturelles dans les écoles, l'Harmonie d'Audincourt dont le siège social est situé 7, allée de la Filature – 25400 Audincourt, a réalisé des interventions au profit des écoles de Seloncourt.

Ces interventions ont pour but de faire découvrir des familles d'instruments aux élèves afin d'éveiller leur curiosité à la musique.

En retour, la ville de Seloncourt propose d'allouer une subvention de 1000 € à l'Harmonie d'Audincourt.

La Commission Finances, réunie le 02 décembre 2020, a émis un avis favorable.

- **PERSONNEL**

8/ Application de l'aménagement et de la réduction du temps de travail – annule et remplace la délibération en date du 19 décembre 2001 et les avenants n°1 à 5

Il convient de réviser les accords ARTT actuels afin d'être en adéquation avec la législation en vigueur concernant les différents types de congés auxquels les agents peuvent prétendre :

- jours de congés légaux
- jours de congés supplémentaires (jours de fractionnement)
- jours ARTT

Il est proposé le passage hebdomadaire de travail de 37h00 à 37h30 pour tous les services, excepté le service animation qui restera sur une base de 35h00 mais pour lequel il sera attribué 2 jours de congés spécifiques afin de permettre aux agents de l'animation de bénéficier d'un long week-end entre les mois de mars à août.

La façon d'effectuer la ½ heure supplémentaire sera étudiée dans chaque service au cas par cas.

Cette quotité de temps de travail générera 15 jours d'ARTT annuels auxquels il sera retranché le jour de solidarité, soit un total de 14 jours pour un temps complet.

L'agent obtiendra 1 jour d'ARTT par mois de travail échu, soit 12 jours en décembre. Restera 2 jours qui seront acquis au 15 décembre pour arriver aux 14 jours annuels d'ARTT.

Pour 15 jours de congés maladie, accident du travail ou maladie professionnelle :

- perte d'un jour d'ARTT
- le décompte aura lieu en fin d'année. Si l'agent n'a plus suffisamment de jours ARTT, les jours décomptés seront pris sur les jours ARTT de l'année N+1 par anticipation.

Les temps non complets disposent actuellement de 9 jours de congés spécifiques proratisés au temps de travail moins le jour de solidarité, réglementairement ils ne bénéficient pas de jours ARTT. Les agents en place conservent leurs acquis.

A compter du 1^{er} janvier 2021, il est prévu de se conformer à la législation en vigueur, les agents à temps non complet bénéficient seulement des jours de congés légaux.

Le Comité Technique, réuni le 12 novembre 2020 a émis un avis favorable.

La Commission Personnel, réunie le 02 décembre 2020 a émis un avis favorable.

9/ Tableau des effectifs – suppression de postes

Il est nécessaire de mettre à jour le tableau des effectifs et notamment de supprimer les postes non pourvus.

Il est proposé la suppression de certains postes au sein des Services municipaux.

Le Comité Technique, réuni le 12 novembre 2020 a émis un avis favorable.

La Commission Personnel, réunie le 02 décembre 2020, a émis un avis favorable.

10/ Délibération relative à la mise en place du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) – Modifications

Il est prévu d'apporter des modifications à la délibération 24 septembre 2019 relative à la mise en place du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel.

Il est précisé que l'Indemnité de Fonction, de Sujétions et d'Expertise (IFSE) est versé en fonction du traitement.

Quant au Complément Indemnitaire Annuel (CIA), il a vocation à être réajustée, après chaque évaluation annuelle, pour tenir compte de l'atteinte des objectifs et de la manière de servir, appréciées au titre de la période antérieure. Dans ce cadre, il appartient au chef de service d'apprécier si l'impact du congé sur l'atteinte des résultats, eu égard notamment à sa durée et compte tenu de la manière de servir de l'agent, doit ou non se traduire par un ajustement à la baisse l'année suivante. Ce dispositif permet ainsi de valoriser une personne qui, en dépit d'un congé, s'est investie dans son activité et a produit les résultats escomptés.

Il est proposé que le Complément Indemnitaire Annuel soit versé annuellement en une seule fois et non plus exclusivement au mois de décembre. En effet, certains agents ne sont pas toujours présents au moment de leurs entretiens professionnels, notamment pour raisons de santé.

En application de l'article 1-3 du décret n°88-145 du 15 février 1988 il est prévu un entretien professionnel obligatoire pour les contractuels sur emploi permanent en CDI ou en CDD sur une période d'un an et plus, cet entretien est prévu en fin de mission. L'attribution du CIA se fera selon les mêmes modalités que les agents titulaires.

Le Comité Technique, réuni le 12 novembre 2020 et le 10 décembre 2020 a émis un avis favorable.

La Commission Personnel, réunie le 02 décembre 2020, a émis un avis favorable.

11/ Conditions et modalités de prise en charge des frais de déplacements – annule et remplace les délibérations en date du 26 novembre 1990, du 27 juillet 2005 et du 22 décembre 2008

Il convient d'annuler et remplacer les délibérations antérieures relatives aux frais de déplacements afin de se conformer à la législation en vigueur.

Il est rappelé qu'en cas de déplacement pour les besoins du service à l'occasion d'une mission, d'une tournée, d'une formation ou d'intérim, l'agent et l' élu communal bénéficient de la prise en charge des frais de transport (péage, indemnités kilométriques), ainsi que du remboursement forfaitaire des frais supplémentaires de repas et des frais d'hébergement.

Le remboursement des frais de péage est conditionné à la production d'un justificatif (ticket de péage).

En cas de présentation aux épreuves d'admissibilités ou d'admission d'un concours, d'une sélection ou d'un examen professionnel organisé par l'administration, hors de ses résidences administrative et familiale, l'agent peut prétendre à la prise en charge de ses frais de transport entre l'une de ses résidences et le lieu où se déroulent les épreuves.

Les déplacements sont remboursés sur la base du tarif d'un billet SNCF 2ème classe en vigueur au jour du déplacement ou sur indemnité kilométrique si la destination n'est pas dotée d'une gare SNCF. Sur autorisation du chef de service et quand l'intérêt le justifie, l'agent peut être autorisé à utiliser son véhicule personnel.

Depuis le 1er janvier 2020, la prise en charge est fixée à 17,50 € par repas, qu'il s'agisse du repas du midi ou de celui du soir. Le petit-déjeuner ne saurait être pris en charge à ce titre.

Lorsque les agents bénéficient d'une prise en charge de leur frais de repas par le Centre National de la Fonction Publique Territoriale, la commune prend en charge la différence entre le montant forfaitaire du CNFPT et le montant forfaitaire de 17,50 €.

Le montant forfaitaire de remboursement des frais d'hébergement s'élève à 70 €.

Le montant forfaitaire de remboursement des frais d'hébergement pour les personnes handicapée en situation de mobilité réduite est fixé à 120€.

Le Comité technique, réuni le 12 novembre 2020 a émis un avis favorable.

La Commission Personnel, réunie le 02 décembre 2020, a émis un avis favorable.

- **VOIRIE-CIRCULATION**

12/ Intégration des rues Eugène Petit et Jean-Pierre Peugeot dans le domaine public communal

Il est prévu d'intégrer des parcelles et voies du domaine privé communal dans le domaine public communal.

Pour rappel, la longueur de voirie communale est prise en compte pour le calcul et la répartition de la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF).

La Commission Voirie-Circulation, réunie le 26 novembre 2020, a émis un avis favorable.

- **URBANISME**

13/ Levée de servitude de passage piétonnier située 5 rue Arthur Motteler

Il est rappelé que, par acte notarié en date du 12 décembre 2013, une servitude de passage piétonnier a été constituée par la SARL Age et Vie Habitat, sur les parcelles AM 704 et AM 705, au profit de la ville de Seloncourt.

Cette servitude s'exerce le long de l'ensemble immobilier, au nord, le long des garages de l'ensemble immobilier bâti, sur une largeur de 1m 50.

Le Syndicat Des Copropriétaires (S.D.C), domicilié 5 rue Arthur Motteler à Seloncourt souhaitant clôturer la résidence afin de préserver la sécurité et le calme des résidents, a demandé que la servitude de passage piétonnier soit levée.

Il est proposé au Conseil Municipal d'accepter la levée et l'abandon de la servitude. Les frais d'actes notariés seront à la charge du Syndicat Des Copropriétaires.

La Commission Urbanisme, réunie le 30 novembre 2020, a émis un avis favorable.

14/ Autorisation de vente d'un terrain communal au syndicat des copropriétaires (S.D.C) 5 rue Arthur Motteler à Seloncourt

Le Syndicat des Copropriétaires (S.D.C), domicilié 5 rue Arthur Motteler à Seloncourt, souhaite acquérir une bande de terrain jouxtant la copropriété afin de pouvoir clôturer la résidence

Ce terrain communal d'une surface de 1a 53ca, cadastré AM 766 est proposé à l'euro symbolique.

Les frais d'actes notariés et de géomètre seront à la charge du Syndicat des Copropriétaires.

Il est proposé au Conseil Municipal d'autoriser la vente de ce terrain.

La Commission Urbanisme, réunie le 30 novembre 2020 a émis un avis favorable.

15/ Autorisation de vente d'un terrain communal à M. Bresadola

M. Franco BRESADOLA, domicilié 5 rue des Chalets à Seloncourt, souhaite acquérir une parcelle de terrain communal jouxtant sa propriété.

La parcelle d'une surface de 0a 32ca, cadastrée AT 741 est proposée au prix de vente de 6 € le m², soit un total de 192 €.

Les frais de géomètre seront à la charge de la commune.

Les frais d'actes notariés seront à la charge de l'acquéreur.

Il est proposé au Conseil Municipal d'autoriser la vente de ce terrain.

La Commission Urbanisme, réunie le 30 novembre 2020, a émis un avis favorable.

16/ Servitude de passage au profit de la société W Invest – Parcelles cadastrées AR 93, AR 413 et AR 415 Bas de Boutonneret

Il est nécessaire d'accorder une servitude de passage à la société W Invest dont le siège social est situé 128 rue de la Boétie 75008 PARIS et représentée par Monsieur Ali GUMUS promoteur du lotissement « le Clos champêtre ».

En effet, la voie située Bas de Boutonneret permettant de desservir le lotissement du Clos Champêtre, appartient au domaine privé de la commune. Une servitude de passage est donc nécessaire sur les parcelles AR 93, AR 413 et AR 415.

Cette servitude de passage devra être établie par acte authentique.

Les frais de notaires seront à la charge de son bénéficiaire.

17/ Autorisation de vente d'un terrain communal à M. et Mme BREDILLOT Denis

Monsieur et Madame BREDILLOT Denis ont fait une demande d'acquisition du terrain communal cadastré AL 698, sis rue des Minimes.

Ce terrain d'une surface de 5a75ca, est situé en zone naturelle (N) au PLU et n'est donc pas constructible. Tout mouvement de terrain y sera interdit.

Il est proposé de vendre cette parcelle 3€ le m², compte tenu des caractéristiques topographiques du terrain soit 1725 €.

Les frais d'actes notariés sont à la charge de l'acquéreur.

La Commission Urbanisme, réunie le 30 novembre 2020, a émis un avis favorable.

18/ Autorisation de vente d'un terrain communal à M. et Mme BREDILLOT Jean-Pierre

Monsieur et Madame BREDILLOT Jean-Pierre ont fait une demande d'acquisition du terrain communal cadastré AL 697, sis rue de la Melenne.

Ce terrain d'une surface de 6a47ca, est situé en zone naturelle (N) au PLU et n'est donc pas constructible. Tout mouvement de terrain y sera interdit.

Il est proposé de vendre cette parcelle 3€ le m², compte tenu des caractéristiques topographiques du terrain soit 1941€.

Les frais d'actes notariés sont à la charge de l'acquéreur.

La Commission Urbanisme, réunie le 30 novembre 2020, a émis un avis favorable.

19/ Autorisation de vente de terrains communaux à M. MUNNIER Egidio

Il est proposé à la vente deux parcelles de terrain communal situées au lotissement « Les Jardins du Soleil », rue Lucien QUELET.

Monsieur Egidio MUNNIER, domicilié 2 rue du Cornet 25340 BRANNE, s'est porté acquéreur de ces parcelles.

La parcelle d'une surface de 6a 19ca, cadastrée AI 221 et la parcelle d'une surface de 0a 54ca, cadastrée AI 234 sont proposées au prix de vente total de 18 500 €.

Les frais de bornage et de géomètre seront à la charge de la Commune.

Les frais de notaire seront à la charge de l'acquéreur.

La Commission Urbanisme réunie le 30 novembre 2020, a émis un avis favorable.

• BATIMENTS – PATRIMOINE - CIMETIERE

20/ Incitation à la réalisation d'économies d'énergies dans le cadre « coup de pouce chauffage des bâtiments tertiaires »

La convention a pour objet de fixer les conditions et les modalités d'intervention de CTR-OFEE en vue d'inciter la Ville à réaliser des Opérations d'économies d'énergie pour la future chaufferie bois.

La Commission Bâtiments-Patrimoine-Cimetière, réunie le 25 novembre 2020, a émis un avis favorable.

21/ Revalorisation de 10% des subventions aux associations seloncourtoise

Monsieur le maire propose d'attribuer aux associations seloncourtoises une augmentation de 10% de leurs subventions (cf. tableau joint).

Les membres de la Commission Vie Associative – Animation de la Ville ont émis un avis favorable.

- **ENVIRONNEMENT – CADRE DE VIE – FORET**

22/ Assiette et destination des coupes de bois – Exercice 2021

Il convient de rappeler que :

- la mise en valeur et la protection de la forêt communale sont reconnues d'intérêt général. La forêt communale de Seloncourt, d'une surface de 227,97 ha étant susceptible d'aménagement, d'exploitation régulière ou de reconstitution, elle relève du Régime forestier ;
- cette forêt est gérée suivant un aménagement approuvé par le Conseil municipal et arrêté par le préfet en date du 01/04/2008. Conformément au plan de gestion de cet aménagement, l'agent patrimonial de l'ONF propose, chaque année, les coupes et les travaux pouvant être réalisés pour optimiser la production de bois, conserver une forêt stable, préserver la biodiversité et les paysages ;
- la mise en œuvre du Régime forestier implique pour la commune, des responsabilités et des obligations notamment la préservation du patrimoine forestier et l'application de l'aménagement qui est un document s'imposant à tous.

En conséquence, le Conseil municipal est invité à délibérer sur la présentation d'assiette des coupes 2021 puis sur la dévolution et la destination des produits issus des coupes de bois.

La Commission Environnement, réunie le 25 novembre 2020, a émis un avis favorable.

23/ Acquisition de 3 parcelles de terrains boisées à la société Habitat Résidences 21

Il est proposé l'acquisition de 3 parcelles de terrains boisées cadastrées comme suit :

- Parcelle section C n°92 « Les Prelottes » d'une surface de 65,70 ares
- Parcelle section C n°60 « Bas des Prés » d'une surface de 11,53 ares en nature de friche
- Parcelle section C n°67 « Bas des Prés » d'une surface de 10,16 ares en nature de friche

Ces parcelles sont actuellement la propriété de la société Habitat Résidences 21 représentée par M. Samuel ADOBATI et dont le siège est situé 11 rue Philippe Goudey, 25400 EXINCOURT.

Il est convenu d'acquérir ces 3 parcelles boisées pour un montant de 5 000 €.

Les frais d'acte notarié seront à la charge de la Commune.

QUESTIONS ORALES

Selon éléments avancés en début de séance.

INFORMATIONS

Rapport annuel des mandataires du Syndicat Intercommunal de l'Union, Administrateurs d'Idéha – Année 2019

DECISIONS ET ARRETES DU MAIRE (cf. tableaux joints)